

la lettre à
LOLU



On n'a rien sans rien mais faut voir à voir

irrégulomadaire satirique N° 98-99, décembre 2017

Retour
d'Afrique

Deux
barbouzes
en recyclage

p.12

12 pages
3€

AUDEN€IA SE GAVE DU SOL AU PLAFOND

Les apprentis patrons de l'école de bizness sont de pauvres traîne-misère à qui le contribuable doit faire la charité et l'héberger gracieusement depuis des années. Le terrain, le bâtiment, c'est gratis, le loyer exempté, et les subventions à gogo. Plus de trois millions tous les ans, et dernièrement un pactole de plus de 28 millions. Cadeau !

► pages 2 et 3



L'écononuméricus namnésus

Numérique raque. Toute fière, l'Auran, l'agence d'urbanisme nantaise, a édité un dépliant sur l'économie numérique, dernier fleuron du contentement d'une cité trop contente d'être contente. On y lit que 70 % de la création d'entreprises entre 2015 et 2016 à Nantes métropole se concentre sur trois activités assimilables à celles des coursiers à vélo et des chauffeurs de VTC (voiture de transport avec chauffeur), précisément l'uberisation de travail: «500 coursiers à vélo et 200 chauffeurs de VTC» [soit un peu moins que les 250 chauffeurs de taxi détenteurs d'une licence] avec ce commentaire: «L'année 2016 a connu une très forte augmentation des créations d'entreprises dans ces activités sur l'agglomération.» Les coursiers à vélo étant déclarés en auto-entrepreneurs même s'ils dépendent uniquement des commandes transmises par leur plate-forme, Deliveroo, Foodora ou Uber eats, pour les stats de Nantes métropole, ces trimards la tête dans le guidon sont des patrons. Bienvenue au club. La patronat est vraiment galvaudé, ces temps-ci.

Électro, c'est trop. Avant le festival Scopitone, un hebdo culturel (Télérama, 19/09) s'ébahit devant les soirées électro nantaises, Ayrault ayant permis «une belle victoire politique pour la techno!» en s'opposant sous le gouvernement Jospin à la saisie par la maréchaussée des sound systems des raves sauvages. On voit pas trop le rapport entre les teuffeurs et l'actuelle figure du hipster clubber soigné du capillaire et du beat down tempo arrosé de shooters et de substances poudreuses synthétiques. Clichés obtus, tout ça. C'est au sein du Conseil de la nuit nantaise que se fomentent une révolution sociale sans précédent. Tous unis dans les «usines de sudation» révélées par Téléramdam.

Afterminus. La célébration de Nantes numérique, Nantes électronique, la fête boum boum entre gens chics, c'est un peu raté. Le festival Scopitone avait prévu des afters officiels, nuits électro de 5h du mat' à 10h dans un resto de l'Île de Nantes géré par un promoteur immobilier en vue. À une heure près de l'événement noctambule, il a fallu tout annuler, rembourser les 300 réservations, payer les DJ à moitié, la police municipale rappelant qu'un arrêté préfectoral interdit l'ouverture des bistrotts avant 6h du mat' (Ouest-France, 22/09). Pour l'attractivité techno de Nantes, c'est échec et matin. ■

Audencia se gave du sol au plafond

Et hop, le contribuable refile 28 briques aux fils à papa futurs big boss et top manadjeurs.

PLAISIR d'offrir. Exerçant son pouvoir régalien, Nantes métropole a fait cadeau de sa part d'un ensemble immobilier, terrain et bâtiment, d'une valeur totale de treize briques. Ni vu ni connu, ou presque. Mais attention, pas un cadeau aux pauvres. La collectivité offre le tout à la CCI pour Audencia business school, l'ex-Sup de Co qui en profite déjà pour rien depuis 1970.

Zoom arrière: un syndicat mixte regroupant chambre de commerce et collectivités publiques est créé en 1968 pour construire et gérer l'école privée. En 2004, un acte notarié consigne un «prêt d'usage»: le syndicat mixte met à disposition gratuits les locaux situés face à la fac de Lettres et «octroie chaque année, une indemnité compensatoire forfaitaire, de l'ordre de 3,2M€ en 2012». A partir de 2001, Nantes métro apporte 1,2M€ par an, toujours les tiers des subsides.

Même pas de loyer

Audencia, locataire choyé, exempté de loyer depuis au moins 2004, n'a de charges que les «réparations locatives, revêtements de sol et de murs, travaux de mise en conformité d'hygiène et de sécurité», et «bénéficie donc sans fortes charges de location d'un investissement coûteux et de grande qualité»⁽¹⁾ même si, accessoirement, ces pros de la gestion et de la finance avaient oublié d'«inscrire la valorisation de cet avantage en comptabilité». Infime détail, faut croire, pour ces experts des



hauts de bilan.

Un site à 13 briques

Jusqu'à l'an passé, le syndicat mixte était composé de Nantes métropole, la chambre de commerce et le Département. L'enseignement supérieur ne relevant plus de sa compétence, le Département, contraint de compter ses sous face au nombre croissant de miséreux dont il finance le RSA, lâche l'affaire en 2016. En larguant une dernière obole de 45 634€. Propriétaire du bâtiment d'Audencia et du terrain de deux hectares, ce syndicat mixte décide alors de se dissoudre et, au passage, refile gratis à la CCI le site du 8, route de la Jonelière «dont la valeur vénale a été estimée par avis

de France Domaine du 24 avril 2017 à 13,1M€»⁽²⁾. Dont acte, dirait un notaire. En janvier 2018, Audencia, désormais aux seules mains de la CCI (en espérant faire entrer au capital des investisseurs privés), bénéficiera donc de l'«apport en nature» de l'école et son terrain, le tout devenant un EESC, Établissement d'enseignement supérieur consulaire, sous statut de société anonyme, en remplacement de celui d'asso 1901. Mais attention, le cadeau du terrain, c'est uniquement pour enseigner les lois du travail aux grands patrons de demain. Pas pour faire de l'immobilier. Quoique... En «cas de cession du site pour les besoins autres que d'enseignement supérieur», le protocole d'accord

de dissolution a prévu une spéculation future, moyennant une somme de 4,366 millions à Nantes métro. Un petit rab quand même, la somme serait «augmentée de la part du coût des travaux urgents et de mise en conformité supportés par Nantes métropole (1 063 400€)»⁽³⁾. Ce million zéro six n'est qu'un tiers du total des subventions aux travaux d'urgence du bâtiment, le Département versant autant avant de partir. Même apport de la CCI (dont le budget global dépend à 15% de subventions publiques). Le contribuable est ravi d'apprendre à l'occasion qu'il vient de payer plus de deux millions de travaux pour retaper le décor quotidien des apprentis big

boss et cadres sup++. Et que ça n'empêche pas de faire aussi un cadeau immobilier à 13 patates de rien du tout.

L'aumône à 23 briques

Les largesses ne s'arrêtent pas là. Le groupe Audencia a aussi bénéficié pour Sciences Com d'une obole de Nantes métropole de 3,45M€ pour bâtir son «Mediacampus», le Département mettant 2,72 millions, la Région 1,88. L'alibi, c'est que ça héberge aussi Télé Nantes [lire p. 10], portée à bout de bras par Nantes métropole, et où les étudiants de Sciences Com se voient offrir un studio télé terrain de jeu.

Chers happy taxpayers, vous filez donc un joli pécule à ces fils à papa: 28,24 millions d'aides publiques⁽⁴⁾ ces deux dernières années, si on additionne, sans même compter l'exonération de loyer, le site d'Audencia et le bâtiment Mediacampus. Audencia déploie donc son sens des affaires en nous siphonnant les poches. Ou comment apprendre la gestion ultralibérale aux frais de pochards siphonnés. ■

Vanessa Dermouche-Hamiel

⁽¹⁾Rapport de la Chambre régionale des comptes, avril 2009 (contrôle sur les années 2000-2006)

⁽²⁾Délibération, CCI, 15 septembre 2017.

⁽³⁾Conseil métropolitain, 13 octobre 2017.

⁽⁴⁾ Les collectivités donnent donc bien plus à l'école privée Audencia, qu'à l'université publique dans son ensemble (15,8M€).

Patrimoine, attention date limite

Visitez un magasin, n'oubliez pas l'guide.

EN réponse aux défis de la société, «le marketing se voit dans l'obligation de se réinventer.» À Audencia, on a reconstitué de faux bouts de supermarchés, réels et virtuels, et un programme cofinancé par le ministère de l'Agriculture et Fleury-Michon scrute «les pratiques de consommation alimentaire en étudiant par exemple la manière dont celles-ci transforment la parentalité». Et pas le contraire. Le client est une cible, c'est pas lui qui décide. On peut même lui faire passer la grande distribution pour un héritage culturel. Les Journées du patrimoine n'ont pas raté le coche. Le 17 septembre, on a pu visiter le supermarché Auchan Saint-Herblain avec «réservation obligatoire à l'accueil du magasin» mais aussi la galerie commerciale d'Atlantis, ouverte comme d'hab, mais

cette fois patrimoniallement. On pouvait aussi se faire toute la zone Atlantis en visite guidée. À Nantes, les Galeries Lafayette ont également profité de l'occasion pour se la jouer bien commun historique. Pressentant qu'une simple dérive dans les rayons n'allait pas être palpitante, on y a ajouté une chasse au trésor dirigée par une appli mobile menant le jeu de piste dans le magasin. Pour les mômes, atelier coloriage. Décrite, la société de consommation? Point du tout, le chauffage de carte bleue émerge aux arts et traditions populaires. Pour les prochaines éditions des Journées du patrimoine, il est prudent de réserver dès maintenant les visites guidées des banques implantées sur la Zad. ■

Moins cinq

C'EST l'ère du déclin. Au très très prestigieux hit parade du *Financial Times** des masters en management of the world, la référence top plus, Audencia a perdu 5 places, passant du 24^e rang entre 2016 au 29^e en 2017. Après le drame, une cellule d'assistance psychologique a été illico mise en place. ■

* <http://rankings.ft.com/businessschoolrankings/masters-in-management-2017>



L'attractivité, tout à trac

Une école? Non, un marqueur du marketing territorial.

POURQUOI tant de blé public à une école privée? Mais pardi, «Nantes métropole s'inscrit dans ce contexte concurrentiel entre les territoires avec pour ambition de devenir un site majeur de l'ESRI [enseignement supérieur, recherche & innovation]

national et européen» par ce «projet de développement de l'interpénétration entre ville et ESR au travers des besoins et des attentes liés aux modes de vie et de pratiques des usagers de l'ESR, dans une perspective de renforcement de l'attractivité métropolitaine», bara-

tine la convention 2015-2017 qui lie la métropole et l'école privée. Autrement dit, on finance la formation de patrons pour attirer plus de patrons qui voudront que leurs fistons aient une école à leur niveau. Vous voyez l niveau? ■

Monté en épingle

Plus belle la grande vie. Vous reprendrez bien un petit four.

EN 2009, la chambre régionale des comptes épingle la gestion d'Audencia après contrôle sur les années 2000 à 2006. À l'époque, c'est encore une association mais personne n'y paie de cotise. Parmi les autres irrégularités: le contrat du directeur, ceux de certains profs, leur hébergement, les successions de CDD et de vacations. Côté frais de réception, cocktails et buffets, dîners-croisière, l'école se sert bien... Un traiteur est commandé dans les salons, et allez zou, on invite. Profs et dirigeants gueuletonnent aux meilleurs tables, «enseignes prestigieuses à Paris ou ailleurs» soulignent les magistrats des comptes publics. L'association n'a pas l'air dans la mouise, son fonds de roulement fin 2006 est de 2,24 M€ et de 3,5 M€ de trésorerie, avec des «valeurs mobilières de placement».

Accessoirement, la dissolution fin décembre de syndicat mixte fait aussi cadeau à la CCI de «la totalité du solde de la trésorerie». Et ça monterait à combien ce géné-

reux don de cagnotte? «On ne le saura qu'en janvier, à l'arrêtés des comptes», répond Nantes métropole à Lulu. Même après Noël, c'est encore cadeau. ■

La peau des fesses

Au hit parade des plus chères de France, Audencia est 6^e.

Mais 2^e pour les hausses des tarifs.

ENSEIGNANT le libéralisme pratique, Audencia, école privée où les frais de scolarité pétent entre 13 350 à 21 500€ l'an, ne crache pas sur l'argent public. Avec ses quelque 4000 étudiants, Audencia se classe au 6^e rang* des écoles de business les plus chères de France, selon l'étude d'août 2017 du site Major prépa**, avec en moyenne 42 350€ pour le cursus complet et une augmentation de 91,4% depuis 2009 qui la classe 2^e au palmarès des hausses, sur

26 écoles. En 2009, le rapport de la chambre des comptes disait un truc marrant: «La participation des collectivités publiques est notamment motivée par un souci de modération des frais de scolarité.» Aujourd'hui, la même étude Major prépa chiffre les salaires entre 50 000 € et 60 000€ trois ans après le diplôme. De pauvres bougres, on vous dit. ■

*En 2008, Audencia se classait 23^e.

**<http://major-prepa.com/ecoles/frais-de-scolarité-des-écoles-une-hausse-toujours-affirmée/>

Nantes Métraudencia

Pour qu'Audencia se goinfre, on peut compter sur des postes croisés. État de la croisade.

ENTRE la métropole et l'école, les intérêts se croisent et se recroisent, les individus aussi. Deux des 21 administrateurs d'Audencia, Pascal Bolo et Bertrand Affilé, sont des élus de Nantes métro. Mais il y a d'autres passerelles public-privé. D'autres doubles casquettes. Dirigeant à Audencia et double élu, à Nantes et à la métropole, André Sobczak est un homme clé.

Lors d'une étape du «tour de France du bonheur au travail» (sic!), il défend la responsabilité sociale, son dada, par la création de nouveaux modèles «qui ne sont pas uniquement fondés sur la dimension financière, même si elle est bien évidemment importante».

Mais le financement public, il ne crache pas dessus. Par une convention 2015-2017, Nantes métropole verse tous les ans 300 000€ à Audencia, pour valoriser les recherches (les élaborations de futurs patrons au bénéf des actuels patrons), financer une «reconnaissance internationale d'un pôle d'expertise métropolitain dans le domaine de la gestion», accueillir accessoirement quelques étudiants dits «méritants» des quartiers populaires (BA renommée «sujétion de service public»), subventionner les junior-entreprises des étudiants dont les papas et mamans versent déjà 13 350€ à 21 500€ par an, rien que pour la scolarité, sans compter les menus frais, studio où coller le plumard king size, champagne et ortolans à tous les repas.

Auto-partner public privé

En 2015, Nantes métro a ajouté un rab de 20 000€, pour financer un document de promo de 28 pages à la gloire d'André Sobczak vantant la RSE (lire responsabilité sociétale des entreprises). Grand Hambourgeois**, élu un an avant et chargé de la RSE (mais aussi des PME et des TPE, une fixette sur les acronymes à trois lettres finissant par E), 15^e vice-président de Nantes métro où il soigne des conditions imposées aux entreprises dans les marchés publics, l'intéressé connaît les codes pour paraître réglé: «Je n'ai jamais pris part aux votes concernant Audencia, école au sein de laquelle je suis en effet membre du comité de direction», répond-il à Lulu. Sans pousser non plus l'éthique jusqu'au renoncement à des financements si bien servis.

Un intéressé bien en chaire

Et il souligne que son élection sur la liste de Johanna Rolland a

reçu un blanc-seing: «Une étude juridique indépendante avait validé que cette situation ne créait pas de conflit d'intérêts dans la mesure où le soutien de Nantes métropole à la chaire RSE existait bien avant mon élection et correspond à des services réels apportés à la collectivité, en particulier le temps dédié par les deux chargées d'études [salariées d'Audencia] de la chaire RSE à l'animation de la plate-forme RSE de la métropole.»

Rappel: la responsabilité sociétale, la vraie, c'est pas la bonne conscience. Faut attendre et entendre source de compétitivité, avantage concurrentiel, gain de performance économique garanti, rentabilité à terme, «gouvernance» bien huilée. Bref, plus de profits. «Une rentabilité supérieure de 12% selon une étude nationale», claironne Sobczak qui aime bien citer les études.

Écureuil et godasses

La chaire de Sobczak est sponsorisée par Nantes métro (mais pas trop), les Galeries Lafayette (succursaliste de marques), KPMG (audits et commissariat aux comptes), Caisse d'Épargne (écureuilleries), Sodexo (boustifaille), le groupe Keran (bridgeur en paquebot), Bel'M (portillonneur mené par l'ancien président du Medef 44) ou Eram (godasses mondialisées). Le site de la chaire a une bibliographie bien gardée, rien que des articles et bouquins du boss Sobczak, comme *Le Respect des codes de conduite dans les réseaux de sociétés* et autres topos sur la responsabilisation du salarié, ou l'éthique. Quand il change de casquethiquette, il compte les votants pour l'aide à son propre boulot.

Le profil LinkedIn de Sobczak livre sa vision, en sabir dans le texte: «Mon ambition est que l'école développe une recherche différenciante dans ses thématiques et ses méthodes qui a un impact transformationnel sur les entreprises et la société et qui est donc coconstruite avec les différentes parties prenantes lesquelles contribuent à son financement.» Le fin du fin de la responsabilité sociétale, c'est d'être soi-même toutes les parties prenantes, co et con à la fois. Et vive le coconfinancement. ■

Zaccharie Sob et Enrico Construibczak

* Le 2 février 2017 au CCO, vidéo sur youtube.

** Il est né à Hambourg. On s'en fout mais c'était juste pour le jeu de mots à deux balles.



LA NOUVELLE ÉCONOMIE

NOUS EXIGEONS DES FONDS PUBLICS POUR CRÉER NOS BOÎTES PRIVÉES!



Charity biotechnobizness

Eurofins sniffe de l'embrouille

Le million, le million! Peanuts, peanuts, répond l'écho.

JADIS, la chose s'appelait «indulgence». Ou comment sauver son âme devant Dieu et retrouver l'odeur de sainteté par l'aumône bien sentie. Eurofins (29 000 salariés) donne un exemple de ces multinationales tentant de présenter via leur stratégie de communication un visage humaniste et compatissant au néolibéralisme, leur alpha et omega. En 1987, on enterrait Dalida, on inaugurait le Futuroscope, et Eurofins se lançait à Nantes, profitant du brevet SNIF-NMR, à l'origine pour détecter la qualité du pinard, déposé par un couple de chercheurs au CNRS et accessoirement parents du PDG milliardaire actuel. Merci papa maman mais surtout merci les financements publics de la recherche. Pour son trentième anniversaire, le leader mondial de la bioanalyse allaité aux aides publiques annonce fièrement le versement d'un million d'euros à une quarantaine d'ONG. Émouvant comme un vieux missel torturé par les remords du pseudo-repent. Critères de sélection des ONG: action internationale, alimentation saine, protection des écosystèmes, santé, défense des communautés locales et entrepreneuriat social. Alléluia! Cette manne représente à peine une demi-miette du festin pantagruélique dont se gavent les dirigeants, soit 0,00033% du chiffre d'affaires attendu en 2017. Pauvres gens: après vingtans de cotation à la Bourse de Paris, la mise initiale des actionnaires a été multipliée par 250⁽¹⁾. Et puis, Eurofins s'y connaît pour faire mousser les bénéfices et les dividendes. Champion international de la traque de la fraude, alimentaire entre autres, il a transféré fin 2012 son siège social au Luxembourg, le paradis de l'évasion fiscale préféré des proches du président jupitérien Macron⁽²⁾.

De la Cité des Ducs au Grand-Duché

À l'époque, la décision de luxembourgeoisement avait été même critiquée par deux acteurs peu

suspects d'ultra-gauchisme, Proxinvest, cabinet de conseil aux investisseurs, et l'Association française de gestion financière, l'un des lobbys du secteur financier français. Du coup, on peut faire confiance à la cour et l'arrière-cour des bouliers d'Eurofins pour bonifier au mieux le don. Sous le régime de la fiscalité franchouillarde plutôt bienveillante, le geste bénéficierait selon les textes d'une réduction d'impôt de 60%. Alors, allez savoir de l'autre côté de la Chiers, charmante rivière qui sert de frontière avec ces voisins nordistes encore beaucoup plus compréhensifs. Preuve des liens déjà étroits tissés avec les autochtones: Patrizia Luchetta a été admise durant l'été dernier dans le cercle des têtes pensantes du groupe «en qualité d'administrateur indépendant». C'est évidemment en toute indépendance que ladite dame, consultante de son état mais que les accidents de la vie ont conduite auparavant à différents postes au sein du ministère de l'Économie du Grand-Duché, jusqu'à devenir directrice du département des biotechnologies, pourra prodiguer son expertise et user de son carnet d'adresses. Malgré (ou à cause de?) ses résultats en or massif, la politique sociale d'Eurofins renifle pourtant le saumâtre. Son truc, c'est de racheter à tour de bras les labos. Depuis le début 2017, elle a avalé une quarantaine de sociétés un peu partout dans le monde, dont l'américaine EAG Laboratories pour un montant annoncé de 780 millions de dollars et LGC Forensics, expert britannique de la médecine légale. Et pas de sentiment pour sabrer dans les effectifs et mettre leur rentabilité «au standard» requis par les fonds vautours⁽³⁾. Les employés d'IPL, une filiale de l'Institut Pasteur reprise en 2011, en gardent un souvenir amer. Humiliation suprême, il soufflait comme un vent de contestation en juin dernier sur le berceau nantais: les salariés, eux-mêmes surpris par leur propre audace, se sont réunis – pas ques-

tion de se mettre en grève ou de débrayer – sur le temps du déjeuner pour réclamer un meilleur partage des profits. Ces fainéants ont vilipendé une charge de travail croissante, ralé contre une productivité galopante, rouscaillé contre des salaires immobiles, rechigné face à une organisation interne complexe qui diviserait pour mieux régner, non mais qu'est-ce qu'ils vont pas inventer.

Eurofins arrive à ses fins

Tout sauf boulimique, la goinfrie d'acquisitions d'Eurofins calcule froidement l'extinction progressive de ses rivaux, en particulier celle des labos publics départementaux dont l'industriel veut la peau. Aprolab, l'association qui regroupe les principaux opérateurs privés, dénonce régulièrement leur «concurrence déloyale». Par le plus grand des hasards, Aprolab est présidée par François Vigneau, par ailleurs l'un des grands pontes d'Eurofins. Pourtant, dans le domaine de l'analyse de l'eau par exemple, le France est bel et bien en passe de se transformer en un vaste marché monopolistique au profit principalement d'Eurofins et, un peu, du Lyonnais Carso. Au point de voir le président de la Loire-Inférieure, Philippe Grosvalet, taper du poing sur la table en 2013, dénonçant le dumping tarifaire exercé par ces deux mastodontes pour étouffer le secteur public. SNIF. ■

⁽¹⁾ Investir.lesechos.fr, 23 juin 2017.

⁽²⁾ Médiapart, 24 mars 2017.

⁽³⁾ «Nantes humiliée par un renifleur de picrate», «Le luxe en bourgeois», «Le sale boulot lillois», Lulu n°76, mai 2012.



Mon trottoir, merde alors !

Un coup de fil colère suffit à déclencher le tri à la demande, devant chez soi.

Le 18 octobre, une équipe télé d'une boîte de production (Éléphant, ça s'invente pas) tourne pour la chaîne Arte un sujet sur le peintre Turner et veut orienter sa caméra sur une vue de l'île Feydeau conforme au cadrage choisi par Turner pour son tableau en 1826. Seulement voilà, la vue est encombrée d'ordures en bazar sur le trottoir. La boîte de prod', qui ne veut pas gâcher le déplacement de son équipe, se plaint à Nantes métropole, qui plie illico et fait réaliser l'enlèvement des ordures et sacs éventrés sur quelques dizaines de mètres, dans l'axe de vue de la caméra, allée Duguay-Trouin, pas avant, pas après. Cet automne, c'est la consigne: si un habitant râle, des bennes passeront juste pour son bout de trottoir, pas plus. Le râleur

qui appelle le service municipal Allonantes s'est fait dire que c'est juste la faute aux éboueurs, grévistes du zèle. C'est la consigne à Allonantes. Sauf que l'accusation est bidon. Les éboueurs appliquent juste les directives qu'on leur a imposées (un seul bac à la fois, laisser les sacs par terre, ne pas courir ni ramasser plus d'un côté de la rue sauf voie à sens unique...) Les éboueurs avaient prévenu dès mars 2017: les nouvelles règles et nouvelles tournées imposées? Intenables. Impossible de finir à temps les circuits. Ils ne se sont pas trompés. «L'administration, qui avait supprimé 24 postes, a été obligé de rembaucher 20 postes d'auxiliaires en catastrophe... Mais le problème reste entier», note la CGT. Il y a pourtant une solution: programmer des tournages télé à tous les coins de rue. ■



Marche carrière

Préfets mauvais effets

Deux Nanard, un Mimi, un Jeanneot, un Guigui, tous plombés droit dans leurs bottes après leur séjour nantais.

A mis préfets, évitez Nantes. La ville est maudite pour vous. Après avoir été affectés ici, les préfets finissent souvent mal, infectés par le virus de la malnotoriété, voire plombés du sceau de l'infamie. On a commencé la production d'une série de préfets marrons ou quoi? On a eu: Nanard Boucault (préfet à Nantes de 2002 à 2007) trempé dans un trafic d'influence et apparemment pas étanche; Nanard Hagelsteen (2007 à 2009) parti se couillonner en or chez Vinci; Guillaume Lambert, sous-préfet et secrétaire général adjoint à la préfecture 44 (2007 à 2009), directeur de campagne de Sarkozy en 2012, mis en examen en avril 2015 dans l'affaire Bygmalion. Puis Jean Daubigny (2009 à 2012) frappé de phobie fiscale carabinée et sanctionné de huit mois de taule avec sursis. Le dernier en date est Michel Henri Comet (2014 à 2017) poussé lui aussi à la retraite prématurée, limogé pour avoir remis en liberté le tueur de Marseille. Ce qui lui vaut une allocution au bord des pleurs et cette phrase: «Ma vie préfectorale s'achève sous vos yeux. Mon uniforme pourra aller au feu» (20 Mi-

notes, 19/10). Pour compléter le tableau, il y a aussi Léon Lavedan, nommé en janvier 1874, aussitôt jaugé comme préfet incapable, placardisé moins de huit mois plus tard comme administrateur adjoint de la Bibliothèque nationale. Ou un Nantais bombardé préfet, avec effet promotion pschhit: Aïssa Dermouche, ex-dirlo de Sup de Co devenue Audencia, nommé préfet du Jura par Sarkozy en 2005 pour quelques mois avant un AVC, après avoir été condamné mais dispensé de peine par le tribunal de grande instance, jugé coupable d'«abandon de famille» et d'oubli de versement de pension alimentaire à sa première épouse, puis recondamné en 2013, un mois avec sursis, pour violences volontaires sur conjoint avec arme par destination, tentative d'étranglement de sa seconde femme avec un foulard et menaces de mort. L'actuelle squatteuse officielle de la préfecture nantaise, Nicole Klein, espère échapper à la loi des séries qui crament des carrières. Elle va demander au Père Noël une casquette ignifugée. ■

tagadac tagadac

● J'aurais préféré ne pas

Il aurait mieux fait de s'autocensurer. «Non, mais moi je ne suis pas contre la censure», bredouille Bruno Retailleau sur France Inter (10/10). C'est risqué de double négationner pour un oui pour un non.

● Camera oscura

La vidéo, pour se prémunir contre le crime et l'abomination vandalesque, ça ne sert à rien. Deux pétitions dénoncent l'insécurité au Hangar à Bananes. «Chez nous il y a 16 caméras, des vigiles et quand même 200 personnes à travailler, soupire le promoteur Jean-Marie Nex. Nous n'avons pas besoin de cette image» (Presse-O, 04/11). Mais question images, celles des caméras ne font que poudrer le perlinpinpon des voitures de police. Le mémorial de l'abolition de l'esclavage a vu ses plaques de verre vandalisées deux fois «malgré la présence de douze caméras de surveillance dont quelques unes braquées sur lesdites plaques» (Presse-O, 12/10). Les caméras, c'est sensible, faut pas les braquer.

● De A à zaides

L'opposition de droite qui regrette que Bouguenais refuse la vidéosurveillance, a déclaré: «Il ne s'agit pas d'être dans le tout sécuritaire mais il eut été judicieux de se lancer dans cette expérimentation pour bénéficier des aides métropolitaines.» (Presse-O, 07/10). En gros, c'est naze mais il y avait du fric à prendre. Le judicieux prime sur le judiciaire.

● Zaidistes, antizaidistes

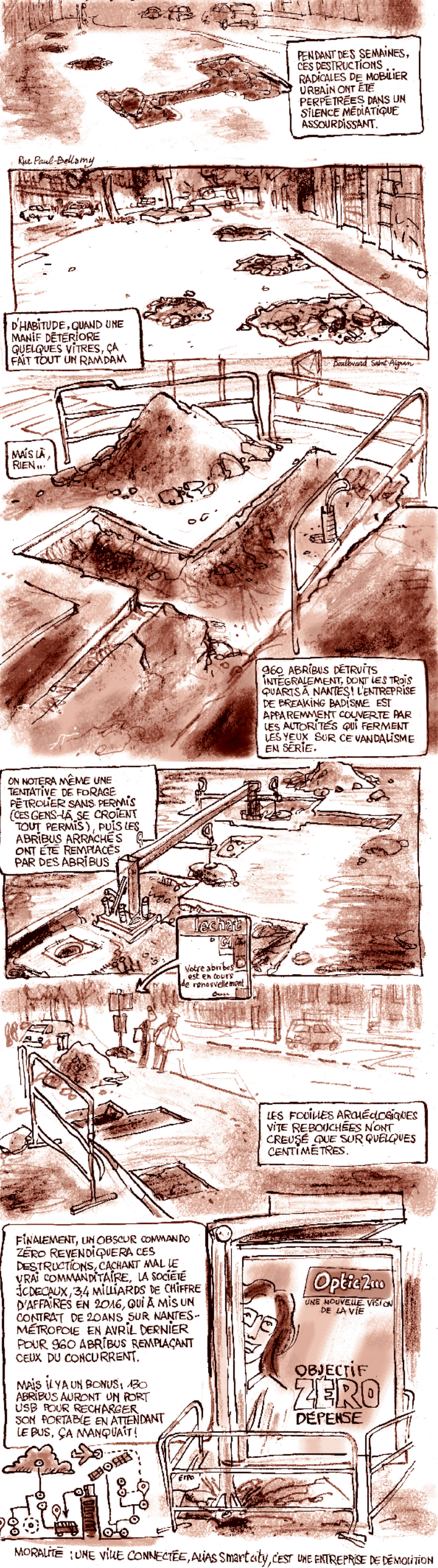
Conseil municipal, 6 octobre: Johanna Rolland vilipende l'État et propose un vœu contre l'arrêt des contrats aidés. «Des emplois précaires et mal payés. Les personnes en recherche d'emploi et les associations méritent mieux qu'un pis-aller!», rétorque Hervé Grelard, UDI passé chez Macron. L'emploi aidé, c'est donc nul. Mieux vaut plafonner sous le seuil de pauvreté durable. Ironie de l'histoire, les secteurs les plus utilisateurs d'emplois aidés, vie associative et sport, sont dotés d'adjoints, Aïcha Basal et Ali Rebou, qui ont lâché le PS pour rallier Macron à la première heure, avant les présidentielles. On n'est pas aidés.

● Assistance policière

«Aucune personne en situation de vulnérabilité ne doit se retrouver à la rue dans notre ville. Il en va de notre devoir d'assistance», affirme M^{me} Rolland sans honte (Presse-O, 20/11), le jour même où en tant que proprio de l'ancienne école des beaux arts désaffectée, elle a ordonné sans état d'âme, avant l'hiver, l'expulsion manu militari des locaux occupés la veille pour abriter les mineurs étrangers. Lot de consolation, elle dit débloquer dix logements* et se vante d'avoir fait la semaine d'avant des propositions de logement «dont la liste reste à établir». Autant dire du vent. Autant en emporte.

* trois jours après, il s'agit juste de «prendre contact avec la préfète» à ce sujet...

Serial Vandalisme à la nantaise



PENDANT DES SEMAINES, CES DESTRUCTIONS RADICALES DE MOBILIER URBAIN ONT ÉTÉ PERPÉTRÉES DANS UN SILENCE MÉDIATIQUE ASSOURDISSANT.

Rue Paul-Bellaamy

D'HABITUDE, QUAND UNE MANIF DÉTÉRIORE QUELQUES VITRES, ÇA FAIT TOUT UN RAMDAM

MAIS LÀ, RIEN...

Boulevard Saint-Aignan

960 ABRIBUS DÉTRUITS INTÉGRALEMENT, DONT LES TROIS QUARTS À NANTES! L'ENTREPRISE DE BREAKING BADISME EST APPAREMMENT COUVERTE PAR LES AUTORITÉS QUI FERMENT LES YEUX SUR CE VANDALISME EN SÉRIE.

ON NOTERA MÊME UNE TENTATIVE DE FORAGE PÉTROLIÈRE SANS PERMIS (CES GENS-LÀ SE CROIENT TOUT PERMIS), PUIS LES ABRIBUS ARRACHÉS ONT ÉTÉ REMPLACÉS PAR DES ABRIBUS

l'achat
Votre abribus est en cours de renouvellement

LES FOUILLES ARCHÉOLOGUES VITE REBOUCHÉES N'ONT CREUSÉ QUE SUR QUELQUES CENTIMÈTRES.

FINALEMENT, UN OBCUR COMMANDO ZÉRO REVENDIQUERA CES DESTRUCTIONS, CACHANT MAL LE VRAI COMMANDITAIRE. LA SOCIÉTÉ JCDÉCAUX, 34 MILLIARDS DE CHIFFRE D'AFFAIRES EN 2016, QUI A MIS UN CONTRAT DE 20 ANS SUR NANTES-MÉTROPOLE EN AVRIL DERNIER POUR 960 ABRIBUS REMPLAÇANT CEUX DU CONCURRENT.

MAIS IL Y A UN BONUS: 130 ABRIBUS AURONT UN PORT USB POUR RECHARGER SON PORTABLE EN ATTENDANT LE BUS, ÇA MANQUAIT!

MORALITÉ: UNE VILLE CONNECTÉE, ALIAS smart city, C'EST UNE ENTREPRISE DE DÉMOLITION

Chaos debout

Marcheurs en débandade organisée

La Loiratlantique en marche tourne à la pétaudière

RÉSUMÉ des épisodes précédents: un homme écrit un livre intitulé *Révolution*. Personne ne le croit. Il crée une start-up autour de sa candidature à l'Élysée. Tout le monde le suit. Il emporte le gros lot, se prend aussitôt pour Jupiter. La start-up crée un réseau de démarcheurs en province. En Loire-Inférieure, quelques transfuges de la droite et du PS s'y collent, et surtout des gugusses qui sentent le vent. Les pedigrees ne sont pas vraiment épluchés.

Très vite, le nouveau mouvement fait dans le chassé-croisé des investitures désinvesties et des débarquements intempestifs des pestiférés préférés la veille. Le 25 juillet, c'est officiel, la Commission nationale d'investiture retient Bernard Morilleau, maire de Sainte-Pazanne, pour mener la liste des sénatoriales. Le 2 septembre, c'est fini. Éjecté du casting par un coup de fil. Mais tout ça pour rien, les macronistes faisant chou blanc à 100%, sans le moindre élu au Sénat dans le 44. Carton plein aux législatives, panier percé au sénatoriales. Pour Nanard Morilleau, en tous cas, c'est du rebelote: deux fois qu'il



bouffe son chapeau. En Marche l'avait déjà squeezé au printemps dernier. Parrain de Macron pour ses signatures, il espérait un retour et s'était déclaré bien à l'avance candidat à l'investiture pour les législatives. Rien du tout, bonhomme. À la mi-mai, la commission investiture nationale lui a préféré Yannick Haury, le maire de Saint-Brévin, d'abord UDI, rallié LREM de la 25^e heure et loin de faire l'unanimité chez les militants du coin. Voilà Haury député, mais bon, pas fastoche de tirer les macrons du feu. C'est pas fini. Valérie Oppelt de Kerever élue députée aussi, il fallait un autre référent départemental. La convention LREM

désigne Stéphane Gachet. Décrété «pionnier du mouvement» avec son an d'ancienneté, il est donc choisi début juillet pour la remplacer, et débarqué fissa début septembre. Isabelle Manzoni, une douanière en dispo, est nommée pour trois ans après consultation de la cinquantaine de comités locaux de LREM en Loire-Inférieure. Elle ne dure pas longtemps, virée un mois après. La remplaçante, Valérie Sauviat-

Duvert, ex-agente immobilière, incarnerait «la fin du système Oppelt qui a essayé de phagocyter En Marche dans le département», selon un militant anonyme qui n'a pas l'air d'avoir voulu marcher dans la combine (*Presse-O*, 10/11). En octobre, le pizzaiolo à casquette Morgan Simon, promu attaché parlementaire de Valérie Oppelt, dégage sans demander sa veste, visé par une plainte pour agression sexuelle envers une autre attachée parlementaire d'un autre député LREM de Vendée. Chassé-croisé, on vous dit. Mais on ne sait pas si la chasse l'emportera sur la croisade. ■

Manon Emmacruel

Scratch

La politique en fond de court

La jossologie sans peine, première saison.

AVANT les législatives, le 24 février 2016, Jean-Christophe le Blevec, pas encore attaché de presse de la future députée Sandrine Josso, relaie sur facebook une dénonciation (par un étudiant qui a rejoint En Marche depuis), de l'absentéisme de Christophe Priou, député du cru à l'époque. Et ça y va: respect des institutions, devoirs des élus... De grands mots oubliés fissa quand Sandrine Josso, à peine élue, se spécialise en tennis poussins et renâcle à se rendre au Palais Bourbon. Rien à voir avec de l'absentéisme, elle soigne son équilibre familial et son *passing shot* bienveillant pour ses loupiots. C'est différent. Depuis qu'elle est députée (place 324 dans l'hémicycle), M^{me} Josso s'est faite discrète. Le site de l'Assemblée note qu'elle a consigné deux propositions de loi majeures du mandat: la promotion des symboles de l'Union européenne, et l'«exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations». Pas noyée sous le boulot, M^{me} Josso nage dans le courant avec les

47 membres de la commission des outre-mer, et tente de durer avec les 72 de la commission développement durable et aménagement du territoire. À Guérande, elle se dit «commissaire à l'aménagement du territoire à l'Assemblée». C'est chic. Sur les réseaux sociaux, elle retweete un peu, ça garde les pouces agiles. On note un petit-déj' avec les animateurs locaux de sa campagne,

une inauguration de borne électrique, et une *success story* bauloise en novembre: «près de 50 personnes pour des assises de la mobilité», avec photos du sommet: organisateurs inclus, on compte 36 personnes, effectivement assises. Assises? Une participante appelle ça un «atelier citoyen». Les gens sont d'un méchant. ■

Docteur Ducancan

Anticor défendant

NOTRE de Rugy désormais national préfère la justice sereine, c'est à dire en version la plus inactive possible. Le député perchoirisé s'insurge contre la plainte d'Anticor visant Richard Ferrand, son patron de parti d'En Marche. Selon de Rugy, l'asso anticorruption fait «perdre du temps à la justice simplement pour faire entretenir l'idée qu'à partir du moment où il y a une accusation, il doit y avoir une condamnation?» (*France Info*, 09/11). Il ne croit pas à la présomption d'innocence ou quoi? Mais c'est vrai, le mot «plainte», c'est déjà trop plaintif. Une lamentation suffirait. Un soupir aussi. ■

LATULULULU?

La brise de verre

20 minutes, 24 septembre 2017

On croyait que les boutiquiers et patrons de bar en avaient marre de la casse en centre ville. Les voilà qui l'organisent! C'est arrivé lors d'une trottinette de serveurs de bistrot, «événement organisé par les organisations professionnelles patronales

GNI Grand Ouest et UMIH 44, et l'association de commerçants Plein centre», explique l'article titré «De l'ambiance (et un peu de casse!) au menu de la première course de garçons de café». Garçon, un peu de casse et l'addition! ■

Submerci beaucoup

Presse-Océan, 16 novembre 2017

On lui doit beaucoup. «Quand Jules Verne dessine un sous-marin, alors que ça n'existe pas à l'époque, il le rend compréhensible», dit texto le directeur de l'école de design. Jules Verne, on savait pas qu'il dessinait. On le croyait pianiste dans un bordel. ■

Menace potagère

Ouest-France, 8 juillet 2017

C'est nouveau, la police municipale de proximité sort du centre ville et patrouille les quartiers périphériques à deux avec gilet pare-balles bien agrafé. Dans les jardins familiaux des Batignolles, on détaille à la patrouille l'état de la criminalité: «On a régulièrement des vols d'outils et de légumes». Ce qui rend le gilet pare-balles illusoire: que faire contre un jet de poireau incivil ou une attaque sauvage à la binette? ■

Étourne et tourne

Radio France Bleu, 17 novembre 2017

Si les étourneaux en meutes tournoyantes font un raffut de tous les diables, c'est pas irrémédiable. Contre le bruit, les autorités nazairiennes optent pour la surenchère, avec «un

appareil diffusant le cri du geai qui est un prédateur de l'étourneau» et «des tirs de fusées crépitantes». Alors qu'il suffirait de diffuser à fond des enregistrements de silence. ■

Les vacances de M. Goguenot

L'Écho de la presqu'île, 6 et 10 novembre 2017

À Saint-Marc-sur-Mer, haut lieu du tournage des *Vacances de M. Hulot* (le vrai), les petits besoins causent de grands troubles. L'installation de WC publics fâche les riverains «survoltés» et «hurlant au déni de démocratie». Interrompu dix jours, le chantier a repris sous surveillance policière, municipale et nationale. De quoi en faire un pipi nerveux. ■

Tout un plat

20 minutes, 21 août 2017

Pour bien raconter les faits divers, il faut choisir judicieusement les détails, les bonnes expressions: «Nantes, il tue sa femme pour un motif futile; puis se rend à la police.» Ah bon, il y a donc de bons motifs? «L'homme a donc violemment frappé à la tête à l'aide d'un robinet

neuf, non monté». Important pour visualiser, le robinet en pièce détachée, qu'il n'a pas fallu arracher au lavabo. Puis vient le mobile: «Un différend concernant la "cuisson d'œufs au plat".» Mais avec l'évocation des œufs, on reste sur sa faim: poules de plein air, élevées en batterie, traces de fipronil? ■

Aversion pour l'averse

Ouest-France, 12 août 2017

Ça, c'est du titre binaire et bien trempé: «Pluies: pour ou contre la catastrophe naturelle?» Face à un tel dilemme, on se demande s'il faut se mouiller ou sécher la question. ■

Allons zenfants

Qui même me suive

L'ascension au perchoir, motif de revalorisation de la pension alimentaire?

DE Rugy remarié à une journaliste au magazine *Gala*? (*Closer*, 30/11). Épilogue d'une séparation avec une autre journaliste recyclée, Emmanuelle Bouchaud qui, comme François, pratique la veste retournable. En juin 2015, Emmanuelle dénonce «la contestation systématique du gouvernement» par EELV, qu'elle largue pour le minuscule Front démocrate de Bennahmias, lui-même échappé du Modem. Depuis l'été, Emmanuelle, élue régionale ligérienne siégeant avec les socialos, divorce du Front démo pour devenir attachée parlementaire d'Anne-France Brunet, ex-femme d'affaires⁽¹⁾ élue députée En Marche. 2700€ bruts par mois d'indemnité du mandat

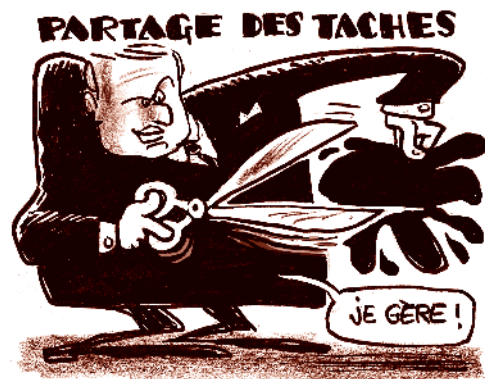
régional, c'est ric-rac. François palpe 15 000€ brut d'émoluments et crèche dans l'hôtel de Lassay, modeste pied-à-terre de fonction, 500m de façade, salons d'apparat du 18^e au rdc, suites à l'étage, frais de personnel estimés à 2M€ par an⁽²⁾. La paix du ménage, passe par une révision de la «contribution à l'entretien et à l'éducation des enfants» versée à son ex par François, le maître du perchoir, sujet sensible entre les deux parents⁽³⁾. Maman, où il perche, papa? ■

portant plus que le consulting.

⁽²⁾ *Capital* n°289, octobre 2015.

⁽³⁾ En janvier 2017, de Rugy vante l'égalité homme-femme afin «qu'il n'y ait pas que la maman qui s'occupe des enfants». Réponse du tac au tac de la mère de ses enfants: «100% OK, on commence quand?».

⁽¹⁾ Action business consulting, Sarl de conseil informatique dissoute en août dernier, le députing rap-



Le Voyage amiante

Amiante dans la Tour Bretagne. Un des employeurs concernés, la direction du Travail, experte en la matière et d'habitude tatillon, fait dans le minimalisme.

L-E-V-O-Y-A-G-E-A-M-I-A-N-T-E: collé lettre par lettre sur les vitres de la tour Bretagne, ce détournement du Voyage à Nantes est passé pour une blague de très mauvais goût. Les pontes de la tour ont fait illico retirer le message ironique apposé par des syndicalistes vieux jeu, rétifs aux bienfaits du matériau si prometteur qu'est l'amiante.

Quand le clapet clapète

Rappel rapide. Il aura fallu deux mois pour que l'info arrive aux 800 salariés de la tour... Début mai, la société de maintenance Dalkia alerte: présence d'amiante au 31^e étage, dans les clapets de désenfumage abîmés qui baillent à chaque étage sur les sas d'accès aux escaliers. S'ils se tenaient tranquilles, ça passerait (en tous cas, ça éviterait de ventiler des fibres et poussières microscopiques d'amiante), mais ces bouches d'air n'en font qu'à leur tête. Trois démarrages incontrôlés de ces volets, hors alerte incendie, ont été repérés les trois derniers mois. Et avant? Ah désolé, «il n'y a pas d'historique des déclenchements intempestifs» avant mai 2017, s'excuse Daniel Brunin, directeur régional adjoint de la Direccte⁽¹⁾. Mais si ça recommence, il promet une «évacuation immédiate des agents de l'étage concerné». Si le poisson pourrit par la tête, la tour, elle, c'est par ses ouïes...

Quand ces valves clapètent, le taux de fibres dans l'air peut grimper jusqu'à 40 fois au-dessus le seuil légal, comme l'attestent les mesures aux 10^e et 31^e étage avec ventilation des locaux. L'administration se rassure: dans les autres étages, les mesures sont sous les seuils légaux.

Cette alerte ne se focalise que sur ces foutus clapets. Pour le reste, l'amiante partout, allèges de fenêtres, angles de la tour, dalles de sol et leurs colles, plinthes, calorifugeages, seuils d'ascenseur, peintures amiantées, faux plafonds et autres éléments critiques, on verra ça un jour. Ou pas.

Un pour tous, tous poumons
Tant qu'aucun niveau d'alerte



Un nid d'emmerdements

10% des étages sont carrément vides, selon le syndic. Les services actuels sont venus contraints et forcés pour regonfler une tour à moitié vide suite au fiasco immobilier. Les bureaux occupés accueillent l'inspection du travail (Direccte) pour les étages 4 à 9, des services de Nantes métropole,

les Impôts, le Crédit Lyonnais, un office de notaire, le CCO, et le très en vue Nid, bistrot à panorama et fleuron du Voyage à Nantes. Faudrait pas que l'amiante vide la tour et qu'une panique au panoramique effarouche les 300 000 visiteurs annuels du Nid. ■

n'est détecté, on était censé respirer. Faute de pouvoir travailler toute la journée en apnée, les salariés de l'inspection du travail font massivement jouer leur droit de retrait le 30 juin. Même des cadres... c'est dire. Quel que soit son point d'indice, le poumon a parfois son cri du cœur. 90 personnes, soit 90 % de l'effectif de ces bureaux sur six étages, refusent de se mettre en danger.

Relogement et puis non

Les agents dit «nomades» bosseront depuis chez eux, en télétravail forcé. Aux autres, administratifs, ressources humaines, est proposée une «hypothèse de relogement avant la fin du mois de juillet». Officiellement pour 12 à 18 mois selon le procès verbal du CHSCT du 4 juillet, jour où les agents reçoivent ce courriel explicite: «L'administration n'est

pas en mesure de garantir votre sécurité absolue notamment en cas de déclenchement intempestif des volets du système de désenfumage, ou en cas d'alerte incendie.» Le règlement des IGH, immeubles grande hauteur, ne plaisante pas sur le sujet.

L'hypothèse relogementuse se limite à une visite de bureaux de la MAN, Maison d'administration nouvelle, île Beaulieu: locaux eux aussi notoirement amiantés, 100 000 euros de travaux à réaliser, destruction envisagée pour les années qui viennent! Depuis, ce déménagement a été abandonné sans ménagement.

On efface en surface

Fin juillet, plus question de relogement: le péril en la demeure a été maîtrisé par des mesures suffisantes, selon les pontes de l'administration. Injonction est faite de réintégrer la tour avec menace à peine voilée de ne pas verser les salaires aux récalcitrants. Pour les syndicats de la maison, ce traitement minimaliste n'est pas rassurant, limité en surface à un dépoussiérage autour des volets et clapets de désenfumage, et à un «surfactage» des zones sensibles, ce qui consiste à pulvériser un genre de vernis, produit fixateur d'«encapsulation» supposé bloquer la prolifération des fibres d'amiante.

Alerte enlèvement

Les inspecteurs du travail connaissent le procédé, mesure provisoire avant un enlèvement en règle de ces matériaux toxiques. En général la fiabilité du

surfactage est limitée à quelques semaines. Ici, c'est nouveau, la direction du travail assure «une sécurité réelle sur une période limitée d'une année avant le désamiantage», travaux «prévus pour l'instant à l'aune du second semestre 2018». Facture estimée pour la dépose et le remplacement des foutus clapets: deux millions d'euros. Et pour vérifier et mesurer que le surfactage est fiable dans le temps, c'est nient. Un test risquerait de dégrader cet encapsulage. Pas très rassurant quand on sait que ces clapets se déclenchent tout seuls sans prévenir. Autre refus tout net des prélèvements par lingettes, mesure du dépôt des poussières en surface pouvant compléter les données d'analyse de l'air. Pas réglementaire, pas scientifique, rétorque la direction. La méthode a pourtant

servi utilement dans les locaux amiantés de la Direccte, à Compiègne...

Ferme ton clapet!

Pour les clapets, «l'usure n'est pas récente»⁽¹⁾ repèrent les représentants du personnel de la Direccte. Et le «changement de classification de certains éléments amiantés en l'espace de six mois» rend peu crédible le DTA, Diagnostic technique amiante obligatoire pour la tour. L'organisme de contrôle Socotec n'a jamais détecté de dégradation des clapets qui ont déclenché l'alerte, «classés comme étant en bon état de conservation». Pour le passé, contrôles douteux... Pour l'avenir, rien à attendre: aucun inventaire exhaustif fiable de la présence d'amiante dans l'ensemble de la tour, et des états de dégradation des matériaux, n'est envisagé. Le syndicat FSU s'inquiète: et si les fibres invisibles avaient envahi les dossiers, ainsi pollués par les poussières d'amiante⁽²⁾? Les circuits climatisés ou de ventilation sont potentiellement pollués mais, malgré la demande, le plan de circulation d'air dans la tour n'a pas été transmis au CHSCT de la Direccte. Impossible donc de connaître «le périmètre de dissémination des fibres d'amiante dans la tour Bretagne» soulignent CGT, FSU et Sud, qui dénoncent l'«ambivalence» de leur direction promettant des mesures de précaution en réunions du CHSCT, sans tenir ses engagements. La signalétique des parties amiantées? Pas question, trop «anxigène». C'est pourtant obligatoire, et indispensable pour éviter les risques d'une entreprise de maintenance perçant, sciant ou arrachant un élément amianté non identifié et libérant des fibres sans le savoir. C'est tellement obligatoire que le rappeler, c'est le boulot quotidien de ces agents, cette fois victimes d'un employeur qui a l'air de prendre les choses à la légère. Mais l'air seulement. Et nous ne sommes que poussière. ■

Jonas Bestos

⁽¹⁾ Procès verbal du CHSCT extraordinaire de la Direccte (Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi), 27 juillet 2017.

⁽²⁾ Ça n'a rien d'une question en l'air: c'est exactement ce qui est arrivé aux dossiers de l'État civil du ministère des Affaires étrangères et au fichier électoral dans l'immeuble du Tripode, dynamité en 2005.

Tower power

CONSTRUITE à partir de 1971, inaugurée en 74, l'année de la sortie du film catastrophe *La Tour infernale*, la tour Bretagne déploie 34 étages bourrés d'amiante, six niveaux de parking, plus trois strates de rez-de-chaussée. C'est connu, vu l'âge du bâtiment, il ne peut qu'y avoir de l'amiante, isolant utilisé partout et tous azimuts jusqu'à son interdiction complète le 31 décembre 1996. ■

Déjà disant il y a cent-dix ans

L'AMIANTE, ça leur cause, aux inspecteurs et contrôleurs du travail: une des premières dénonciations des risques sanitaires de l'amiante date de 1906, publiée dans le *Bulletin de l'inspection du travail*: un de leurs aïeux, Denis Auribault, inspecteur du travail à Caen, y décrit des pneumoco-

nicoses, phtisies et scléroses du poumon affectant les trimards d'une filature où l'on tisse de l'amiante. C'est pratiquement le document français le plus ancien et le plus complet en la matière, et que personne n'a contesté à l'époque. Un siècle après, le cordonnier est assez mal chaussé. ■





Bouche baie

La Baule, le tiroir caisse ensablé

Les gargottes people de la plage régies par un grand régent multinational.

PLAGE de La Baule, avant: de sympathiques bistrotiers pressuraient les portefeilles des bourges en leur extorquant des sommes faramineuses pour un délicieux sushi au sable servi avec un daïquiri décongelé.

Plus belle baie d'Europe, après: 35 braves commerçants* sont devenus victimes d'une infâme multinationale, Veolia, chargée de gérer leurs paillotes de luxe sur le sable, et de mettre de l'ordre dans ces concessionnaires, qui recandidatent. Trois bars-restos ne sont pas reconduits. Pourtant y avait de quoi être fier, c'était une première en France, une plage concédée à une boîte privée.

Paradoxalement, ce pataquès aboutissant à une gestion privée est né d'une loi nationale cherchant à limiter la privatisation du littoral. Édicté en mai 2006, le «*décret relatif aux concessions de plage*» impose des installations démontables en fin de saison et refille la gestion aux communes qui peuvent éventuellement passer délégation à une boîte privée. Mais La Baule fait de la résistance passive, n'applique surtout pas le fichu décret. Fin 2013, une grosse tempête met tout par terre, ratiboise les paillotes qu'à la longue on croyait en dur, au moins durables. Détenteur du littoral, l'État accepte de reconnaître l'état de catastrophe naturelle, en imposant une condition: l'application du failli décret plage. La Baule traîne encore un peu des tongs. Finalement, le seul candidat à se présenter à l'appel d'offres lancé par l'État, c'est Veolia, donc choisi pour sélectionner les bons plagistes, restos surtout, quelques clubs de plage et écoles de voile, récuser certains, reconduire les autres... Un bâton merdeux, apparemment. Avec la

fronde des Baulois en mocassins de voile et serre-têtes balnéaires, le préfet craint presque la constitution d'une Zad. Le maire Yves Métaireau tente de reprendre la main, via une société d'économie mixte, mais ça foire. Habitué de ces gargottes de star, Bruel, Dubosc, Gérard Lanvin gardent un silence gêné: dénoncer les multinationales, pas leur truc. Faute de people plus notoire, on se contentera de Pierre Menès, le journaliste de foot, qui grogne qu'«*il va y avoir des transats jusqu'à la mer, ça n'a pas de sens! Même si il y a un droit de passage, c'est une forme de privatisation, c'est insupportable.*» Pendant la campagne des législatives, les candidats se ruent sur le sable, ardents défenseurs des Baulois atteints dans leur chair. «*La "privatisation" de la plage n'est pas le terme approprié*», expliquait en louvoyant un communiqué du maire en mai, inquiet du risque de «*fragiliser encore plus le tissu économique de la commune et donc*

celui de la plage, un des atouts majeurs de la notoriété touristique de La Baule», et rappelant que «*La plupart des exploitants sont des proches connaissances de la commune, certains ont même été élus.*» La politique, à La Baule, commence au tiroir caisse. Dernier épisode début novembre, un de ces commerçants, mais pas un gentil, un méchant puisqu'il est nouveau venu, jette l'éponge avant même d'avoir commencé. Les tenanciers des Brassés, brasserie haut de gamme, Nantais, des étrangers donc, se disent découragés par le bashing sur les réseaux sociaux.

En ces moments difficiles, nos pensées vont d'abord aux familles des grains de sable qui se font marcher dessus depuis des années. ■

Hervé Olia et Yves Hétéro

* 8,5 millions d'euros de chiffre d'affaires, une cinquantaine de permanents à l'année, 500 saisonniers selon *Le Monde* (19/05)

catalepsie

Parc d'anti-attractions à la nantaise

Catalogue des catas, des flops et des couacs, qui font chuter le taux d'attractivité de la cité des Dolnalducs de Bretagne.

● **L'augmente à Nantes.** La facture du parvis de la nouvelle gare (passée de 10,9 à 14,6 millions en juin), les amendes de stationnement (de 17€ à 35€ le 1^{er} janvier prochain), les accidents corporels (382 accidents en 2016 contre 350 en 2014, surtout des piétons et des cyclistes), la taxe foncière (+20,75% entre 2011 et 2016).

● **Paradisette.** Pas le moindre Nantais dans les révélations des *Paradise Papers*. Aucun sens du bad buzz pour booster la réputation de la ville.

● **Tro boggan.** Le voyage à Nantes accroche un toboggan qui tobocoince au flanc du château. Rate l'ouverture la 1^{er} juillet, reporte deux fois. Deux semaines de retards et de réglages postdernière minute. Il ouvre enfin au public. Excès de vitesse. Deux

● **Touche du bois.** Un cargo russe rate sa manœuvre, emplafonne le quai et bouzille une grue de 15 tonnes. Le 28 août dernier, le Mekhanik Yartzev déchargeait du bois à Cheviré. Gros dégâts. Juste avant la commémoration de la révolution d'Octobre. On soupçonne une revanche de Russes blancs.

● **Décentralisation.** L'école centrale de Nantes est requise comme pivot central d'une redistribution de l'université de Nantes, qui joue cavalier seul après avoir échoué à s'associer avec Rennes et les autres pôles universitaires bretons et li-

● **Poubelle la vie.** Les cadres de Nantes métropole imposent une tournée aux nouvelles normes aux éboueurs. Ils ne doivent plus courir ni ramasser les deux trottoirs à la fois, ni les sacs hors des bacs à

● **Qué sera ces rats.** Dilemme: «*Qui du rat ou du composteur est arrivé le premier à Malakoff?*» (*Ouest-France*, 27/10). Sans se demander quand la main de l'homme y a mis le pied.

● **Rat à la récré.** Rats et seringues dans la cour de l'école Molière (*Ouest-France*, 09/11). Les parents d'élèves fâchés fâchés: «*Des seringues usagées et des boîtes de médica-*

● **Hosto cracra.** Les cuisines du CHU infestées de blattes et de rats (*LCI*, 17/05) puis les urgences envahies de punaises de lit (*Ouest-France*, 19/09). À quand une infestation d'éléphants dans les perfusions?

● **Carrément fiasco.** Un carrouf contraint de s'installer dans un immeuble vide par décision de justice en avril 2015, un maquedo arrivé en juin 2016, une boulangerie franchisée en novembre 2017 et c'est tout: le Carré Feydeau, ex-immeuble Neptune, est toujours bien vide quatre ans après sa livraison.

● **Recarrément fiasco.** Pas très carré malgré son nom, le square Fleuriot est au centre d'une polémique; absence de concertation, enquête publique ultra rapide au cœur de l'été, non mise en ligne

L'immobilier toujours plus cher, +13% les apparts anciens, +10% les pavillons. Le tarif des transports en commun, plus cher de 1% le 1^{er} juillet, pour la dixième fois depuis 2008. À 8€ full price en 2015, le tarif de l'éléphant s'est depuis alourdi à 8,50€. En revanche, le parti socialiste a perdu du poids. Et perdu ses éléphants.

blessés. Ferme aussitôt une semaine. Ne rouvre que le 28 juillet. Un mois de foutu. Le Voyage à Nantes avait déjà eu la maison flottante qui coule (juillet 2007), le canard géant gonflable dégonflé (juin 2007), la cabine téléphonique aquarium qui fuit (juillet 2016).

gériens. Patatras en juillet, le conseil d'administration de l'école Centrale déclare forfait par 20 voix pour, quatre contre, une abstention. Le directeur Arnaud Poutou est illico limogé par le ministre. Limoges, c'est beau, aussi.

roulettes. Tournées impossibles disent les agents, habitués à la course à pied. Résultat: une aubaine pour les rats, ravis de ce garde-manger en libre-service à ciel ouvert.

ments sont balancées dans la cour. Nous avons demandé si le mur pouvait être rehaussé.»

Le rat s'en fout, il bouffera le mur.

Restent 10 000 m² vacants. Même Johanna Rolland le reconnaît, la ville qu'elle dirige a merdé: «*On s'est plantés*» (*Place publique*, septembre 2017). Promoteur choisi pour commercialiser les espaces trop gourmand, loyer inabordable. Pourquoi pas l'arbre aux hérons au sous-sol?

des conclusions du commissaire enquêteur, architecture moche-dingue, oubli préalable des vestiges archéologiques pourtant bien connus. Un plancher de verre les recouvrira. Effort tardif de transparence.



À la fortune du potentiel

Manapany, pani pwoblem

Et vive la transsudence. La quoi? La transsudence. Ah bon.

UN drame s'est produit aux Antilles dans la plus grande indifférence des médias. Les ouragans qui ont frappé en septembre dernier les colonies françaises des Caraïbes ont fait une victime de plus, B Signature (lire Bessé Signature). Ce discret groupe hôtelier nantais de luxe a acheté* en septembre 2016 sur l'île de Saint-Barthélémy le Manapany, établissement dont les 32 villas «*posées sur le sable fin, ou à flanc de collines, transsudent de l'esprit des îles*». Aussitôt engagé dans un ambitieux programme de rénovation, le machin devait rouvrir en décembre 2017. Las, les aléas météo de moins en moins aléatoires en ont décidé autrement. Réouverture reportée à mars 2018. Outre Manapany, B Signature possède le domaine de La Bretesche à Missillac, près de La Baule, et cinq hôtels des plus chics à Paname: Bel Ami, Montalembert, Édouard 7, de Sers

et Vernet, tout du cinq étoiles. L'opérateur est dirigé par Anne Jousse, une riche héritière de la famille Bessé qui doit sa grande fortune au courtage en assu-

rances des entreprises. Experte en couverture des risques, ça tombe rudement bien. ■

* contre un chèque de 6,9M€, rapporte *Le Journal de Saint-Barth*.

À la fortune du poële Agit propriété privé

Un nouveau profil à pleurer: victime de squatter

C'est le traitement médiatique version démocratie chrétienne: une maison squattée? Se focaliser sur le proprio, l'habiller en victime, même s'il n'utilise pas sa maison. Oublier les raisons de cette mise à l'abri forcée. Deux exemples: «*Ils squattent la maison d'une personne âgée.*» (*Ouest-France*, 11/11). Une tonalité reprise texto, deux jours après, par un site d'extrême droite «*Nantes: encore un squat dans la maison d'une retraitée.*» (*Breizh Info*, 13/11). C'est un remake: «*Des*

retraités nantais délogés par des squatteurs» (*Ouest France*, 22/08) avec éléments de langage à la clé: «*Propriétaires sous le choc et déposés de leur bien*» ou encore «*Le propriétaire, désespéré, perdu au pied de la montagne de démarches à accomplir.*» Mais le journal fait dans la charité sélective: les proprios d'août «*avaient finalement pu récupérer leur domicile après la parution de notre article.*» Ça dit quoi, la Bible, sur le sacrifice des pauvres sur l'autel de la sacrosainte propriété privée? ■



Blablaspasphème

Chacun porte sa croix, sauf les yaourts

Oh bonté divine, en voilà des racontars outrageusement profanateurs. Encore un coup à se faire flanquer une calotte.

● Urbi et phobi

Catho intégriste, Guillaume de Thieulloy, directeur de l'observatoire de la christianophobie le confesse au très réac canard-radio baulois: «En réalité, je n'apprécie pas trop le terme de christianophobie, parce qu'en ce moment tout le monde crée sa phobie...» (Kernews, 02/10). Appelle ça cathorépugnance, Guitou, et n'en parlons plus.

● Croix gommées sur les yaourts

La croisade de Guillaume de Thieulloy et ses ardents christianophiles, c'est l'effacement des croix au pic des églises grecques reproduites sur les pots de yaourts. Une «opération commerciale insultante à l'égard des chrétiens». À classer dans «tous les niveaux de persécution», «faits de mépris ou de haine» (toujours Kernews, 02/10). Son Osservatore curetono dénonce aussi la perfide «moquerie journalistique». Les croix gommées aux clochetons? «Une forme de racisme». La mobilisation des rézosocios est saluée par Guillaume: «Les Français aiment la France dans son identité, son patrimoine et sa gastronomie.» Voilà le pseudo yaourt grec de la grande distribution adoubé au rang de patrimoine sanctuarisé. Croix de langue de bois, croix de fer, si j'mens j'vais en enfer.

● Un drôle de pistolet

Le 5 octobre, au milieu de la messe, un drôle de paroissien entre dans l'église Sainte-Croix avec un flingue. Un faux, ap-

paremment, juste un pistolet d'alarme. Et hop, le curé se carapate dans la sacristie après s'être fait braquer par Jésus. Jésus, le vrai? C'est bien comme ça que s'est présenté le pistolero, ajoutant «Je vais faire parler de moi.» Une bonne sœur témoigne: «Il n'avait pas l'air bien.» Quel manque de respect pour son patron. Le procureur rassure: Les premières investigations n'ont pas permis de mettre en évidence un caractère terroriste.» Le Jésus notoire n'a pas porté plainte pour usurpation d'identité, c'était donc bien le vrai en personne. L'enquête envisage l'hypothèse d'un réel retour sur terre de cet individu à la mortalité douteuse.

● L'an zéro

C'est la multiplication des dieux. En août dernier, la police nantaise a arrêté deux fois le même gusse, la trentaine, qui prétend s'appeler Jésus-Christ (mais pas le même que celui qui a foutu la trouille au curé de Sainte-Croix), «né le 25 décembre de l'an zéro». L'olibrius s'est dit «investi d'une mission divine» aux intentions un peu floues: il a chapardé pour 340 euros à la Fnac pour l'offrir à l'archange Gabriel. Il dit aussi être Arthur Pendragon, alias le Roi Arthur, de la Table ronde. On s'y perd. Direction l'hosto psychiatrique. Une semaine après, autre arrestation d'un autre type, 45 balais, sous l'emprise de boissons alcooliques et qui dit être Dieu. Cellule de dégrisement. Question grave: vaut-il mieux placer dieu et dieu-junior en garde à vue ou sous camisole chimique?

● Indice d'esprits

Coach en parapsychologie, médium et discuteuse avec les esprits, Pascale Lafargue baratine au micro de la radio bauloise Kernews (29/09) qu'elle peut «se dédoubler et aller dans l'entre-deux-vies pour voir ce qui se passe de l'autre côté», qu'elle traque le «vécu lié aux entre-deux-vies et aux vies antérieures», affirme que «le karmique et le généalogique sont liés» et a eu comme cliente la double réincarnation de Juliette Drouet, muse de Victor Hugo, et de la demi-sœur de Guillaume le Conquérant. Et ça passe comme une lettre à la post mortem.

● Reliquette

L'ancien grand patron Didier Pineau-Valencienne, 86 balais, s'est fait construire une chapelle dans sa propriété vendéenne. Avec, dedans, un vrai morceau de chasuble, ou de soutane (ça fluctue d'un paragraphe à l'autre), du pape Jean-Paul II (Ouest-France 08/07). Tout ceci est passionnant. Tout à son sens de l'encensoir, la presse bigotière annonce la cérémonie solennelle d'installation de la relique du bout de tissu: «Pour y assister, il est conseillé de prendre un siège.» Et les saints sièges sont réservés aux saints culs?

● Avec des si

L'église de l'Ouest a lancé en septembre une campagne de communication qui joue sur les mots: «La parabole: et si ce n'était pas qu'une antenne? [...] Saint-Marc: et si ce n'était pas qu'une lessive?» (Ouest-France, 19/09). C'est risqué: et si ce n'était que ça? ■

Gueuserie à la nantaise

La ville cantonne les SDF dans un écart

Cachez ces pauvres qu'on ne saurait voir.

Le projet des 5 Ponts est «une initiative solidaire innovante sans équivalent en France», proclame fièrement la municipalité nantaise. Pensez donc, «il vise l'inclusion des personnes à la rue ou en très grand isolement et détresse, en permettant la continuité des services et en limitant les ruptures de parcours». Avec un tel laïus et un budget de 22 patates, la moindre once de critique condamne à passer pour un sans cœur. D'autant que cette structure d'accueil d'urgence est portée par Les Eaux vives et Emmaüs, associations caritatives éminemment respectables. Le projet présenté en février dernier a déjà corrigé son logo première version, escamotant les chapeaux de lutin pour une 2^e mouture hexagonale reprenant les couleurs des logos des associés, collectivités, promoteur, et assos. Les SDF sont très attentifs aux stratégies du graphisme différenciant. Il serait bien méchant et gratuit de souligner que, pur hasard, ce «projet immobilier complexe» s'implantera à l'entrée du Min sur l'île de Nantes, à distance respectable du centre-ville, sa gare, ses

boutiques chics et ramblas bourgeoises. Problème de nomenclature Insee sans doute, l'activité d'accueil des crève-la-faim ne fait pas partie des industries culturelles et créatives de cette chère «ville apaisée», réservoir de talents qui se doivent de côtoyer le grand manège pachydermique et les bars stylés. Les salauds de pauvres auront cantine à l'écart, où il pourront brancher leur portable, monter sur le toit biner des carottes du potager de subsistance, ou laver leurs caleçons, mais un peu plus loin, près de la sortie de la cité. Et même se savonner, les bains-douches actuellement allée Baco rejoignant le site. On l'a compris, l'indigent n'est pas un produit vendable. La rue des Marchandises, future adresse de l'équipement, pourrait prêter à confusion, assimiler le pauvre hère à un produit périmé. En rattrapage, la collectivité baptise «place Abbé-Pierre» un coin de rue dégagé au confluent entre cette rue des Marchandises et le boulevard Gustave-Roch. Place des Gueux aurait eu pourtant plus de chien. ■

Marité Nardier



Bogue

#BalanceTonVice

DOUBLE tronche de cake divisée par deux. Grichka Bogdanov, intronisé coroi du carnaval 2018 avec son jumeau Igor, a dû jongler à la cérémonie, son jumeau étant absent pour ennuis judiciaires et harcèlement de son ex, quarante ans de moins de lui. Le demi-roi Grichka a bien tenté une parade: «Je serai le roi, Igor sera le vice-roi.» (Presse-O, 27/11). Mais la royauté double de carnaval avait déjà pris un sérieux tonchedecakée ne passera pas. Le coroi Igor Bogdanov venait d'être interpellé et me-

notté par la flicaille roturière, à Paris, placé 30 heures en garde à vue, puis sous contrôle judiciaire aux motifs de «violation de domicile et dégradation matérielle légère» au domicile de son ex, l'ex-futur coroi ne supportant pas la séparation et incapable d'arrêter son char. Les organisateurs du carnaval ont trouvé que cette moitié de birois sentait un peu le souffre. Destitution. Moralité, le mention surdimensionné, le sourire trop lippu pour être honnête et la tronche ultra-bouffie ne prémunissent pas contre le sexisme. ■

Au stade où on en est

Quand on a une future ruine, on investit. Faut pas mollir avant de démolir.

TOUT doit disparaître. Le stade de La Beaujoire va être soldé au généreux duo investifootimobilier Waldemar (Kita) et Yoan (Joubert) qui va le ratiboiser pour en bâtir un neuf à côté, truffé de boutiques. Livraison prévue: été 2022. En attendant la démolition, il faut assumer l'insoutenable légèreté de la dépense publique. Officiellement, les délibérations du conseil métropolitain appellent ça un «programme d'entretien durable du stade». La durabilité s'est rétrécie d'un coup. ...

Proprio de l'actuel stade, Nantes métropole a voté un crédit de 12,6M€, pour la période 2015 à 2019. Beaucoup pour un vieux machin amené à disparaître deux après. Un porte-parole de



la collectivité explique à Lulu: «Une moitié (6,06M€*) a d'ores et déjà été réalisée: PC sécurité, vidéo-protection, éclairage, sièges, tribune

presse, ascenseur supplémentaire, une partie des sanitaires. L'autre moitié est en attente d'études complémentaires. Bon sens et bonne gestion: ne pas faire les travaux qui ne seraient pas nécessaires. Pour autant, six ans, c'est long. La responsabilité de la collectivité sera sans doute engagée pour garantir accès, confort et sécurité du stade pour ses visiteurs: d'autres travaux s'avèrent peut-être nécessaires.» ■

* Reboucher des fissures du béton en a bouffé 2,6 M€.

Lumière foutue en l'air

Le stade en leds, c'est rentable sur 20 ans. Place au durable jetable.

L'ÉTÉ dernier, le stade a changé son éclairage*, désormais équipé de «190 projets led haute puissance» pilotés, sivouplé, en DMX, alias digital multiplexing. Super écolo puisque ça permet de «pallier l'obsolescence programmée de la solution classique». L'option a été célébrée par avance lors des débats sur la transition énergétique (que Nantes, on est les meilleurs, tout ça), en mars 2017: «Malgré un coût d'investissement plus important pour mettre en place la technologie leds, les différents postes de maintenance et économies de consommation conduisent à une opération économique identique à celle d'une installation classique (moins onéreuse en investissement) sur la durée de vie de l'équipement, à savoir 20 ans, mais avec l'avantage de proposer une consommation énergétique et émissions de CO2 divisées par deux»**. De fait, l'obsolescence va être carrément programmée pour ce bel investissement. Éclairer les poubelles, c'est bien aussi. ■

* Déjà refait de fond en comble en 1998 pour la coupe du monde de foot.

** Délibération conseil métropolitain, 16 décembre 2016.



Délit mineur pour arpète canari

AU centre de formation du FCN, les espoirs mineurs ont intérêt à se tenir à carreau: laisser la lumière allumée dans sa piaule coûte direct 10€ d'amende. Le lit pas fait, la poubelle pleine, idem. Deux fois plus qu'un retard à l'entraînement, un ballon mal gonflé ou l'oubli de protège-tibias. Mais c'est quand même moins cher que le «port du maillot d'un autre club», horreur totale,

sanctionné d'une peine ferme de 50€ (Ouest-France, 18/08). Au PSG, sous régime qatari, c'est 10€ par minute de retard à l'entraînement, et plus de cinq minutes est tarifé à 5000€. En 2012, l'international croate Domagoj Vida entame une canette de bière dans le car avant un match. Son club, le Dinamo Zagreb lui colle 100000€ d'amende. Nantes a toujours été petit joueur. ■

Pompe ma mascotte

PRÈS de 150 participants au concours Pimp Ma Mascotte du FCN pour choisir le nouveau look de sa mascotte ressuscitée. Un premier lauréat. Il gagné deux abonnements. Dénoncé via twitter, il a été disqualifié par le club en quelques heures, son dessin ayant été directement pompé sur Nico, un canari petit rôle dans Rio, dessin animé de Disney de 2011. Un plagiat trait pour trait, une casquette remplaçant la capsule de soda d'origine (20 minutes,

18/08). Reste plus qu'à trouver un gogo acceptant de se glisser dans la fourrure synthétique du dessin deuxième choix, et rêvant de se faire «siffler, huer, mais aussi applaudir» comme le prévient le site du club de Loire-Inférieure. Le dessin deuxième choix montrant un Canari bras droit levé à l'oblique, il a aussitôt été associé par montages photos aux saluts nazis. Pourvu que la propagandastaffel n'intente pas un procès pour plagiat. ■

Johanna Rolland bouffe sa feuille de match

Du sens du dense pour intensifier ses dividendes.

AVEC le Yellopark, Johanna Rolland bouffe son chapeau de l'«exigence de transparence et de sincérité» revendiquée en campagne des municipales en 2014. Lulu a beau relire son programme électoral, aucune trace d'un nouveau stade de foot. Mais c'est une aubaine, le projet béton de La Beaujoire bis du promoteur Yoann Joubert, le boss de Réalités, et Waldemar Kita, le proprio du FCN vierge de toute évasion fiscale, ne coûtera officiellement rien au contribuable. Un stade forcément repeint moins en jaune qu'en vert, façon Vinci à ND-des-Landes, haute qualité environnementale, pelouse poussée à l'énergie solaire, tribunes aérées par l'éolien triomphant.

Pour la première fois, Nantes confie au privé la construction d'un morceau entier de ville. Jusqu'ici, la collectivité bordait étroitement un tel chantier en «maîtrise d'ouvrage publique» dans le cadre d'une Zac, Zone d'aménagement concerté. Les bénéfices escomptés n'y ont rien à voir avec ceux de la boîte cotée en bourse d'un ancien analyste financier et par un homme d'affaires offshorisé. La bourgmestre copie des villes d'inspiration très libérale, comme la juppéiste Bordeaux. Et pas question de référendum local, JR, c'est elle la cheffe.

Il est mort le soleil

Avec le surgissement champignon de l'urbanisme vertical, les actuels habitants du quartier vont devoir faire le plein de vitamine D. Grâce à une révision sur-mesure du PLU, Plan local d'urbanisme, les comparses Kita-Joubert pourront construire jusqu'à 50 m de haut, quand l'actuel stade culmine à 37 m. Soit des immeubles de 17 étages comme le Colisée à Rome, justement le

nom primitif de Yellopark, la société commune montée par Kita et Joubert. Le passe-passe réglementaire leur permettra de s'assurer de juteux bénéfices immobiliers en casant 2000 logements (plus probables que les 1500 annoncés en fourchette basse), 50000m² d'«espaces tertiaires», une école, 10000m² de commerces en plus d'un «complexe sport santé bien-être» de 24000m². Le tout sur une parcelle de 22,4 hectares où s'implanteront aussi le stade, sur un hectare environ, un parking silo, la voirie, etc. De quoi goudronner sévère l'aimable «cité jardin» qu'est supposé incarner Yellopark, concept plumeux vendu par Dominique Perrault coopté emballer urbanistique en chef.

Un pour tous, stade pourri

Une rénovation tribune par tribune comme ça s'est fait à Saint-Étienne? Trop compliqué, trop cher, jure Kita, la tête aux Antilles, la bourse en Belgique. Et franchement, trop ringard. Une ville aussi prolo que Saint-Etienne, franchement, ça fait va pas faire rêver le cadre sup cœur de cible de Nantes, qui préfère se comparer à Nice, Bordeaux ou Lille, la classe au-dessus quand même. Pour faire passer ce projet surprise, l'argument prétend que le stade livré en 1984 est trop pourri pour être retapé aux normes de l'UEFA, voire agrandi. Au fil des mois, la facture des travaux estimés indispensables a gonflé, gonflé au point d'atteindre, ô miracle, le coût d'un joujou neuf, soit 200 patates, pile le jour de l'annonce officielle du marché gagnant-gagnant, qui consiste à ce que les deux parties y gagnent. Justement, ils sont deux sur ce coup-là, et bien partis. ■

José-Harry Branlebas



Kiffe ton logo

2300 agents de Nantes métropole ont reçu ça: «Mettez en scène le logo "Nous réinventons le service public" dans votre quotidien professionnel, puis photographiez-le avec votre smartphone ou votre appareil photo» et envoyez le cliché mirifique au concours photo interne. À gagner, trois trucs: montre connectée; tablette; enceinte bloutousse. Pour raviver

la notion de service public bien géré même quand on refile un stade à des aventuriers, saluons cette célébration participative. Après le T shirt «J'aime-ma-boîte» dans le privé, voilà tire-le-portrait-du-logo de-ta-collectivité-dans-ta-cuisine et gagne une montre qui te géolocalise pour repérer si tu vadrouillerais pas dans les couloirs, des fois. ■

On refait le match

«LA concertation n'est pas pipée. Nous avons évidemment fait des plans, une étude de faisabilité (...) Nous avons investi 1,5 M€ dans l'avant-projet. Nous l'avons mis à la poubelle pour ouvrir le projet aux propositions. Il n'y a aucun plan

caché», dit Yoann Joubert (Presse-O, 18/11), un peu forcé à rejouer la partie avec l'apparence d'une concertation préalable. Bien sûr qu'on te croit, Yoyo. À propos, elle est où, cette poubelle si bien garnie? ■

Chaînette d'argent Le Télénéant et l'infini

Télénantes dépend un peu plus du patronat local et toujours beaucoup des élus. Chaîne indépendante? Ça dépend.

DANS le fief de la traite négrière, créer une chaîne c'était osé. Lancée en 2004, absorbant Nantes7 six ans plus tard, Télénantes doit à nouveau faire la quête pour financer ses lendemains, ce qui sera d'autant moins évident que Saint-Nazaire et le département ont mis fin à leurs aides, la région limitant à 50000€ son apport annuel au budget de N7TV, la société anonyme éditrice qui a remplacé la «télé associative» (statut loi 1901) après avoir goinfré la chaîne Nantes7.

L'actionnaire chambreur

Mais, miracle, la chambre de commerce qui crie pourtant misère, étranglée par la baisse des dotations d'État, prend place au capital de la chaînette avec l'opération Media-campus [voir pp. 2 et 3], nouveaux locaux partagés entre la petite télé et l'école de com du groupe Audencia: «La CCI de Nantes Saint-Nazaire, initiateur de ce projet, a souscrit en 2015 à l'augmentation de capital de N7 TV à hauteur de 120000€, devenant ainsi actionnaire à hauteur de 15%.» On lit ça dans le contrat d'objectifs et de moyens 2018/2022 passé par Télénantes avec Nantes métropole. Accord scellé le 13 octobre 2017, dans une très grande discrétion. Les conseillers communautaires ont voté la délibération sans grande curiosité. L'audience de la télévisette? Quels services rend-elle qui ne seraient pas couverts par les autres médias existants, publics et privés? Quand pourra-t-elle se passer de l'argent public? Mystère et boule de com, aucune annexe à la délibération n'abordant ces questions. C'est notre «télévision locale de service public» comme se sont gargarisé ses mentors et promoteurs, maires successifs inclus. La formule permet de justifier des subventions locales à un média, ce qui ne va pas de soi. Depuis quatorze ans, pour le Conseil supérieur de l'audiovisuel, Télénantes est simplement un «service privé de télévision à vocation locale». Ça fait moins rêver.

Avec des réserves

Faut pourtant que le contribuable, même s'il ne regarde jamais la petite télé bien sage, crache au bassin. Programmé pour cinq plombs, le nouvel apport de Nantes métropole aligne 6,5M€ de subventions directes d'ici 2022, «sous réserve du vote chaque année des sommes correspondantes», respect des formes oblige. 6,5M€, c'est le coût des travaux du groupe scolaire de huit classes livré à Couëron en 2018. Nantes méro qui pèse à elle seule 60% des subsides, dit s'interdire toute ingérence dans la ligne éditoriale, «le présent contrat n'ayant ni pour objet, ni pour effet, de limiter ou d'encadrer son indépendance éditoriale». Mais tout lire, c'est tout lier, Nantes Méro se réservant, hors cadre juridique du contrat, «la possibilité de parrainer des émissions de N7TV ou de diffuser, sur l'antenne de cette dernière, des programmes de communication institutionnelle». En tout bien tout donneur, car «ces missions ne constituent pas une prestation et ne comportent pas de contrepartie économique directe au profit de Nantes métropole». Pas de facture à la collectivité donc, le contribuable ayant déjà bien zingué pour ce service privé présenté public. Désormais quasi fournisseur officiel

exclusif de la perfusion publique, Nantes métropole espère que si Télénantes rejoint le réseau Vià, ça baissera les coûts de production en mutualisant des programmes. Pas gagné, cette brillante idée étant régulièrement en chantier depuis vingt ans entre télés locales. En argot des technocrates de proximité, on dit: «L'action de N7TV

permettra de proposer un modèle économique durable en développant les financements partenariaux pour diversifier et optimiser les financements publics», enchaînant sur ses devoirs: «N7TV s'engage à développer, au cours de l'exécution du présent contrat, ses recettes propres ne constituant pas des subventions versées par des collectivités territoriales, et provenant notamment de la diffusion de messages publicitaires, d'opérations de parrainage d'émissions ou de programmes de communication institutionnelle.» Mais attention, ces

«recettes propres» à aller chercher dans l'environnement bienveillant du capitalisme partenarial ne dit pas que les aides publiques seraient sales. Il faut décrypter ces «parrainages d'émissions» et «programmes financés»: au-delà du logo furtif au début ou en fin d'émission, bien des versions du publireportage de propagande bien sentie (mais pas trop) pratiquent l'entorse au réel contradictoire et croisent le traitement médiatique et les intérêts bien compris de ces commanditaires. Si ces émissions de promo, aux anti-

podes de l'info, sont normalement incompatibles avec la déontologie des journalistes, il suffit qu'elles dépendent de la grille des «programmes» et sortent du périmètre de suivi de la rédaction, et la morale est sauve. Le compte d'exploitation prévisionnel table sur 2M€ de ces «programmes financés»... Le reste est aussi financé, mais par les tribuables. On ne peut pas toujours traiter les gens de cons. ■

Jean-Pierre Pernossou

* de 1,360 M€ en 2018, à 1,24 M€ en 2022

LA JUSTICE ORDINAIRE

AUDIENCE CORRECTIONNELLE DU 30/08/2017. TGI DE NANTES



Baraque au bas mot La maison pétrole chantilly

Pas très écolo, le proto de casba torché par un robot.

PRRRRSCHT! Le jet crache une coulée de chantilly qui gonfle à l'air et poc poc! durcit comme une meringue. C'est de la « fabrication additive robotisée » et forcément, on applaudit. Un pavillon de 95 m², soit cinq pièces pour 185000€, le tout réalisé par une imprimante 3D, c'est le top de l'ébahissement. Cette construc-

tion *high tech* était la vedette de la Digital week en septembre dernier. L'innovation à la nantaise triomphe, la métropole jubile d'avoir en son sein de tels génies de la recherche en meringue de construction, ingénieurs, universitaires géotrouvetous. L'office HLM Nantes métropole habitat est aussi aux anges. La « triple pa-

roi coffrante/isolante/structurante » ne peut susciter qu'une admiration béate. « L'imprimante 3D robotisée a parcouru six km pour monter les deux murs de mousse isolante entre lesquels le béton a été coulé » s'émerveille Presse-O (07/11). La mousse expansive en question, c'est du polyuréthane, matériau inflammable et vachement écolo: c'est du pur dérivé du pétrole. Quant à l'empreinte carbone du béton, pas de quoi pavoiser non plus. Mais on s'en

fout, puisque c'est une première au monde, on vous dit. OK, une maison construite par un robot, ça s'est déjà fait avant, mais celle-là est ha-bi-ta-ble, aux normes, pas un vulgaire prototype! (les protos protestent). Mieux, la maison robotisée est même vantée comme « durable », l'adjectif fourre-tout laissant entendre que ce serait écolo, à moins qu'il ne faille comprendre qu'elle ne tombe pas en ruine dès son achèvement. ■

Désordres Petits diagnostics entre amiante

Amiable, amiante, le palais de justice entretient ses amis.

CETTE fois c'est l'amiante qui plombe la belle architecture de Jean Nouvel. Au point de devoir lancer un appel d'offres le 6 septembre pour désamianter (Presse-O, 03/10) les joints entre des brides des réseaux hydrauliques. Pourtant, vu l'âge de la construction, on aurait dû échapper à cette foutue amiante. Le bâtiment est livré six mois après le beugue de l'an 2000, en juin, alors que l'amiante est un matériau totalement interdit plus de trois ans avant, officiellement banni à partir du 31 décembre 1996.

Tout est permis

Renseignement pris auprès du ministère de la Justice, il se trouve que le permis de construire de la boîte noire a été délivré le 4 juillet 1996, pour des travaux menés entre 1997 et 1999. Selon la réglementation, tout permis délivré avant le 1^{er} juillet 1997 doit être accompagné d'un diagnostic technique amiante (DTA). « Ce type de diagnostic, qui s'appuie sur des recherches visuelles, ne permet pas de détecter les produits amiantés non visibles et notamment ne concerne pas les matériaux détectés dans les joints de canalisation », explique à Lulu le porte parole du ministère.

Upgrade ton diagnostic

Une mise à jour de ce diagnostic a été faite en 2017. Pas mieux. Aucun matériau amianté n'est repéré. Mais le jeune-vieux palais de justice réclame des réparations sévères. Avant de lancer un chantier sur un bâtiment doté d'un permis signé juste avant la date légale fatidique, il faut faire un « diagnostic avant travaux », une analyse plus poussée que le simple DTA. A ce point, entre DTA et DAT, on s'y perd. Mais bingo! Cette investigation pointue tombe sur l'amiante. On vous avait bien dit qu'on vous dirait. C'est fait. Mais pas sûr qu'un certificat amiante soit délivré à tous les gens qui ont fréquenté les salles d'audience.

Rien ne va

Le bâtiment accumule les ennuis. Dix-sept ans que ça dure. Le noir palais de justice a déjà cumulé les outrages, fuites de toiture, groupe froid en panne, chauffage à grelotter, morceaux de façade qui se cassent la gueule, épaisses portes « carrés de chocolat » qui s'affaissent, éclairage qui marche pas, fissures et autres joyeuses malfaçons. Le ministère de la Justice avait saisi la justice, en toute indépendance, en 2009. Un accord à l'amiable a été trouvé avec le maître d'œuvre, l'entreprise générale et ses sous-traitants et l'assureur du chantier. En juillet dernier, la justice victime s'est désistée de sa procédure en justice*. Pour l'ensemble du bâtiment, on attend l'autopsie. ■

Jonas Bestos

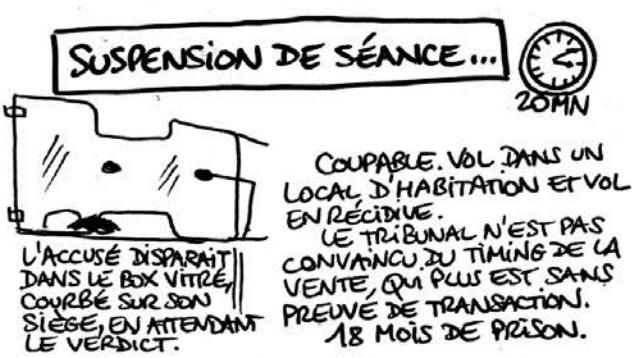
* Seul le bureau Véritas reste poursuivi.

LE MINISTÈRE PUBLIC

LE PROCUREUR ATTAQUE SUR LA CHRONOLOGIE DES FAITS



LA PAROLE EST À LA DÉFENSE



Ressourcerie pour barbouzes

On en a deux dans le secteur, deux mercenaires, 75 et 49 balais, recyclés dans l'humanitaire et la sécurité de stade.

À partir de deux, c'est déjà un pluriel. Plus, ce serait une pollution. Il est donc d'utilité publique et d'urgence manifeste d'étudier la création d'un centre de recyclage des mer-

cenaires, barbouzes et agents de l'ombre, qu'ils soient repentis un peu beaucoup passionnément ou pas du tout. Ce sera la contribution de Lulu à l'assainissement du passé.



Putschball

Un Affreux très discret

Le type en costard, il était pas en tenue camouflage à Kangani ou à Mutsamudu?

Le nouveau Monsieur sécurité du FCN n'officie pas en short et treillis. Ce folklore vestimentaire, c'était du temps des Comores, quand il était des «Affreux», sous les ordres du mercenaire Bob Denard. Olivier Feneateau «directeur de l'organisation et de la sécurité» au club depuis la rentrée (*Presse-O*, 11/10) a trempé dans le coup d'État aux Comores en 1995. À 49 ans, le bonhomme laisse peu de traces. Mais quand même un peu, à son coréligionnaire défendant, lors du procès public de Bob Denard* et ses comparses: «Lors de son audition, Olivier Feneateau, l'un des prévenus, a indiqué au tribunal avoir appartenu au "service action", le bras armé de la DGSE» (*Le Monde*, 9 mars 2006). Personne ne confirmera ni ne démentira. Parfait lors d'un procès où on veut prouver que le coup d'État était couvert par les huiles de l'État français. Si on en croit ses états de service, Feneateau affiche sur LinkedIn un «*Terrorism information group*» dans ses centres d'intérêt, c'est le métier qui veut ça, et détaille ses recyclages dans des officines de sécurité, protection des personnes et des infrastructures dans les zones à risques, en Algérie et Lybie, au Yemen, à Haïti et Djibouti, et même «*worldwide*» ça fait chic. Pour finir à La Chapelle-sur-Erdre, Loire-Inférieure. La Beaujoire, zone à risques. À côté des buts, attention aux balles perdues. ■

* Bob Denard prend alors cinq ans avec sursis et meurt un an après, les 26 autres coprévenus étant dispensés de peine ou condamnés à du sursis.

Oh, coquin d'Açores !

Le baron noir, très noir

Ce «seigneur» de Pornic aime l'Afrique. Beaucoup et depuis toujours. Mais pas les Rouges.

C'ÉTAIT l'été. La douceur pornicaise n'avait rien d'une fournaise africaine. On parlait d'art dans une vénérable demeure, le manoir de la Touche. La présentation de la presse locale a des airs de romantisme à l'ancienne, un peu réac, un peu mytho: «*Cette maison chargée d'histoire est devenue un lieu d'exposition par la volonté d'un homme, le baron Jean-Denis Raingeard de la Blétière. Une visite à ne pas manquer cet été. Un peu artiste, un rien barde, un poil druide, le seigneur de la Blétière est avant tout un personnage attachant et généreux. Qui aime mettre en avant l'Afrique*» (*Ouest-France*, 02/09). Sauf que. Malgré la bonhomie lourdingue de l'évocation, ce «seigneur» a un passé un peu chargé. Sous off chez les paras, petit fantassin de l'«Orchestre noir» d'extrême droite, il avait les Rouges en horreur.

Jean, on t'a reconnu

Son nom apparaît dans une commission parlementaire italienne⁽¹⁾ sur la période 1969-1974 qui évoque les agissements terroristes d'un certain «Jean», instructeur en explosifs de l'OAS, dévoilé par les investigations des sénateurs et députés comme étant Jean-Denis Raingeard de la Blétière himself. Il est aussi cité dans un bouquin américain tout frais sur les barbouzeries du fascisme d'après guerre⁽²⁾, l'auteur Jeffrey McKenzie Bale ayant justement fait sa thèse de doctorat en histoire à l'Université de Berkeley sur le sujet des «réseaux paramilitaires néofascistes et la stratégie de la tension en Italie, de 1968 à 1974».

Une paix très extrême

En 2015, Raingeard publie à compte d'auteur, aux discrètes éditions Opera à Haute-Goulaine, un bouquin intitulé *Une Nouvelle Atlantide, une histoire écrite et à écrire demain entre l'archipel des Açores et le port de Pornic pour construire la paix*. Histoire qui, selon l'auteur, «se fonde sur un vécu qui s'est cristallisé en 1975 sur la réalité de l'existence du Front de Libération des Açores». S'il traîne aux Açores à l'époque, c'est pour contribuer à «l'éviction des militaires prosoviétiques du gouvernement du général Costa Gomez, président du Portugal». En fait, il agit sous couvert d'une officine de renseignements et de coups tordus, féroce anticommuniste et qui a des apparences d'agence de presse, l'Agence internationale de presse, alias Aginter-Press.

Sabre et goupillonades

Ramassé par l'armée portugaise dans les locaux d'Aginter lors de la révolution des œillets, le fascicule *Notre action politique* donne le ton: «*La première phase de notre activité politique consiste à créer le chaos dans toutes les structures du régime. Deux formes de terrorisme peuvent provoquer cette situation: le terrorisme aveugle (commettre des attentats au hasard qui font de nombreuses victimes) et le terrorisme sélectif (éliminer des personnes précises). La destruction de l'État démocratique doit s'opérer autant que possible sous le couvert d'activités communistes... Ensuite, nous devons intervenir au sein de l'armée, du pouvoir judiciaire et de l'Église, pour travailler l'opinion publique, proposer une solution et faire apparaître clairement l'impuissance de l'appareil légal existant. Cela suppose donc une phase d'infiltration, de récolte des informations et de pression sur les organes vitaux de l'État par le biais de nos cadres.*»

Recyclage, déjà

De 1966 à 1969, Aginter s'agite, mène des opérations visant à détruire les groupes marxistes de guérilla dans les colonies portugaises en Afrique. Jusqu'à la Révolution des œillets en 1974, l'effondrement de la dictature portugaise de Salazar et de la Pide, sa sinistre police secrète, ce qui entraîne aussi la disso-

lution d'Aginter. «*Beaucoup d'anciens agents secrets des deux services [Pide et Aginter] ont plus tard refait surface dans des organisations paramilitaires clandestines comme l'ELP (Armée de Libération du Portugal), le FLA (Front de libération des Açores), les unités anti-terroristes affrontant l'ETA basque, SOA [Soldat de l'opposition algérienne] ou l'OAL [Organisation de l'Afrique libre]*», écrit Jeffrey McKenzie Bale dans sa thèse de 630 pages. Raingeard a donc investi les Açores, haut lieu stratégique pour les États-Unis et la CIA.

Trombine treillis

La temps a passé. Le seigneur de Pornic a adapté son discours à l'époque. Il prône une «*véritable civilisation de partage*», écrit qu'il honnit les politiques et la suffisance des hiérarques, vomit la corruption, le post colonialisme, mais avec des accents de vieil Africain blanc nostalgique, craignant que sonne le «*glas d'une civilisation*». Il a besoin d'écran de fumée sur un pedigree un peu lourd. Sur son profil LinkedIn, il apparaît comme «*travailleur indépendant du secteur Affaires étrangères*» et mentionne ses centres d'intérêt, dont le Mirvog, Mission de retour à la vie civile des officiers généraux, recyclage d'ex-bidasses ou d'anciens gendarmes. Chien de guerre un jour, mercenaire toujours? Il ne faut jamais dire jamais. Mais toujours, on peut? ■

Ulrika Tangais

⁽¹⁾ Commissione parlamentare d'inchiesta sul terrorismo in Italia e sulle cause della mancata individuazione dei responsabili delle stragi. 448 pages, 26 avril 2001.

⁽²⁾ The Darkest Sides of Politics, I: Postwar Fascism, Covert Operations, and Terrorism. Jeffrey M. Bale, Routledge edition, New York, 2018.

⁽³⁾ L'Orchestre noir : Enquête sur les réseaux néo-fascistes. Frédéric Laurent, Nouveau monde éditions, 2013.



Qui ça ?

Ont œuvré à ce numéro: Anis Mauresque, Frap, Yas, Fred Crayon, Hurlu Beurlu, Pascale Hibrage, Sister Joan, Nicolas de La Casinière, Ray Clid, Jules de chez Smih.

Directeur de publication: Nicolas de la Casinière.

N° ISSN: 1270-4911 - N° CCPAP: 0211 G 88321

La Lettre à Lulu (11 rue des Olivettes, 44000 Nantes) est éditée par l'association La Lutte à Leuleu.

Tirée à 3250 exemplaires sur papier recyclé par

l'imprimerie Allais, ZA Pôle sud, 30 rue de l'Atlantique, 44115 Basse-Goulaine.

Les textes publiés sont «*copyleft*». Libres de droits, ils peuvent donc être repris, republiés, rediffusés, si possible avec mention de l'origine.

Les archives du journal sont sur www.lalettrealulu.com

Abonnement 20 euros = 10 numéros

Nom : chèque à l'ordre de
Prénom : La Lutte à Leuleu
Adresse : 11 rue des Olivettes
..... 44000 Nantes
..... ou abonnement en
..... ligne via notre site (ci-
email : dessus) et via Paypal.